Extrait du Madagascar-Tribune.com

http://www.madagascar-tribune.com/Une-campagne-de-sensibilisation,1622.html

Filière lait

Une campagne de sensibilisation pour son développement

- Divers -

Date de mise en ligne : mardi 21 août 2007

Madagascar-Tribune.com

Le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) lancera sa nouvelle campagne le 12 octobre prochain. Sensibiliser l'opinion publique et interpeller le gouvernement français sur sa part de responsabilité dans les causes de la crise de l'agriculture africaine à travers l'exemple de la production laitière en sont les objectifs. Quatre professionnels de la filière laitière venus spécialement du Mali, de Madagascar, du Niger et du Sénégal y seront afin d'apporter leurs témoignages. A cette occasion, une pétition demandant au gouvernement français de respecter le droit des pays africains à protéger leur agriculture, dans le cadre des négociations commerciales internationales sera diffusée. Il leur sera également demander d'accroître et d'améliorer son aide publique au développement de l'agriculture africaine.

Le lait, un aliment de base

La production laitière en Afrique illustre parfaitement les causes de la crise de l'agriculture africaine. Au Mali, au Sénégal, au Kenya ou en Tanzanie, le lait est un aliment de base pour la population. Pourtant la production locale est rarement suffisante pour répondre à la demande. Au niveau mondial, la production de lait a connu une chute provoquant une flambée des cours. La hausse des prix du lait en poudre importé devrait bénéficier aux éleveurs africains et encourager la production locale. Mais les cours peuvent s'effondrer à nouveau dans les prochaines années. Il est donc essentiel que les Etats africains se voient reconnaître le droit de protéger leur agriculture dans les accords commerciaux internationaux (APE...).

Ils doivent accroître l'aide au développement de l'agriculture et en améliorer la qualité, comme le demandent les organisations paysannes africaines. Il est important que la France et l'Union européenne les soutiennent dans cet effort, et non de les pousser à ouvrir leurs marchés aux produits agricoles européens qui viennent concurrencer leurs propres productions. C'est le cas, notamment, des négociations d'Accords de partenariat économique (APE) qui entrent dans une phase cruciale puisqu'elles doivent en principe se conclure le 31 décembre 2007.

Ce secteur pourrait ainsi se développer, créer des emplois et ainsi contribuer à éradiquer la faim et la pauvreté dans les zones rurales. A partir de cette date, la campagne sera relayée dans toute la France par plus de 200 associations. Elle prendra la forme d'animations destinées à sensibiliser et mobiliser l'opinion publique.

Recueillis par Lanto

Copyright © Madagascar-Tribune.com